

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le (date approbation)

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERE PLUCHART SARL.

Le Bois Montois
59135 Wallers

Références : 2024-V3-313
Code AIOT : 0007000109

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/09/2024 dans l'établissement CARRIERE PLUCHART SARL., implanté au lieu-dit : « Le Bois Montois » 59135 Wallers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action dite « coup-de-poing » (et inopinée) sur plusieurs installations de l'unité départementale relative au contrôle de l'acceptation déchets inertes pour le remblaiement de carrières.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERE PLUCHART SARL.
- Le Bois Montois 59135 Wallers
- Code AIOT : 0007000109
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Dans le cadre de l'exploitation de la carrière de Wallers, la société CARRIERE PLUCHART SARL est autorisée par arrêté préfectoral du 21/05/2013 à remblayer l'excavation avec des déchets inertes externes et notamment des terres excavées.

La remise en état de la carrière à l'avancement de l'exploitation de celle-ci se fait par l'apport de déchets inertes extérieurs qui doivent répondre aux conditions d'admission édictées par l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle visuel des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7	Sans objet
2	Provenance et prise en charge des déchets	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	Sans objet
3	Acceptation des déchets	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Sans objet
4	Tri des matériaux extérieurs destinés au remblaiement	AP de Mise en Demeure du 03/04/2023, article 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a vérifié la conformité de la procédure d'acceptation préalable des déchets inertes sur le site. Elle constate que les agents, y compris ceux remplaçant les titulaires habituels, respectent les procédures, notamment la vérification des documents et les contrôles visuels des chargements. La gestion des non-conformités est bien établie : les chargements non-conformes sont refusés et consignés dans le registre des refus. Le registre informatique, maintenu par l'agent du pont-bascule, contient toutes les informations requises, centralisées par le service commercial, incluant la traçabilité et le caractère inerte des déchets.

A la date de l'inspection, les prescriptions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 3 avril 2023 sont respectées.

Par ailleurs dans la mesure où cette disposition est prévue par les procédures internes de l'exploitant, l'inspection rappelle que les agents doivent toujours disposer de test rapide révélateur des HAP (type Pak-Marker®) fonctionnel pour vérifier les déchets susceptibles de contenir des bitumes avant remblais.

Enfin, hors point de contrôle : l'inspection a également observé le ravitaillement d'un engin en dehors des zones étanches. Elle rappelle que cette pratique est à proscrire et que l'exploitant doit se conformer à l'article 18.1.2 de son arrêté préfectoral d'autorisation du 21 mai 2013. **Il est attendu de l'exploitant qu'il prenne des dispositions pour éviter que ce type d'événement ne se reproduise à l'avenir et en informe l'inspection.**

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle visuel des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Admission des déchets inertes
Prescription contrôlée : Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation. Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.
Constats : Lors de la visite inopinée, l'inspection constate que l'agent au pont-bascule n'est pas la personne habituellement en charge de cette fonction, mais est remplacé par un autre agent de la carrière. Cela permet à l'inspection d'évaluer le respect des procédures et la formation des agents pouvant exercer ces fonctions en cas de remplacement. L'agent au pont-bascule vérifie les documents d'accompagnement du chargement, en les comparant à la procédure de demande d'acceptation préalable (DAP) enregistrée par le service commercial dans la base de données informatisée. Il effectue également un premier contrôle visuel du chargement. À l'issue de ce contrôle, le chauffeur est invité à se rendre sur la plateforme de réception, où il décharge le contenu de sa benne en formant un tas allongé. L'inspection observe que le déchargement peut se faire en l'absence d'un agent de la carrière. En raison de l'effectif réduit, les conducteurs d'engins peuvent être soit en fond de carrière, soit au niveau de la plateforme de déchargement. L'inspection interroge l'exploitant sur le mode de communication de l'arrivée d'un nouveau chargement. L'exploitant explique que l'agent du pont-bascule contacte le conducteur d'engin pour l'informer de l'arrivée d'un nouveau chargement, ce dernier remonte alors du fond de la carrière pour effectuer les vérifications nécessaires. Le conducteur d'engins vérifie visuellement et olfactivement les déchets déchargés. En cas de présence de déchets routiers avec des enrobés, il est prévu par l'exploitant une vérification de la présence de HAP à l'aide d'un spray révélateur de type Pak-Marker®. Lors de la visite, l'inspection constate la présence de ce type de déchet et demande à l'agent de procéder à la vérification. L'agent n'a pas de spray révélateur dans l'engin et retourne donc à l'accueil de la carrière pour en prendre un nouveau. Le test est conforme. L'agent procède ensuite à la mise en remblais en poussant les matériaux à l'aide d'un bulldozer à chenilles. L'inspection interroge les agents sur la procédure à suivre en cas de non-conformité d'un chargement. Si une non-conformité est constatée au niveau du pont-bascule, le chargement n'est pas autorisé à entrer dans la carrière, et est noté dans le registre des refus. En revanche, si la non-conformité est constatée sur la plateforme de déchargement, les matériaux sont rechargés dans le camion. Dans ce cas, le conducteur d'engin informe l'agent du pont-bascule de la non-conformité,

et celui-ci inscrit alors le chargement dans le registre des refus.

L'inspection demande à consulter ce registre. L'agent d'accueil effectue une extraction, et l'inspection constate qu'il contient les renseignements suivants :

- Nom et origine du chantier
- Nom du transporteur et immatriculation
- Date
- Motif de refus

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte tenu des constats ci-avant, l'inspection demande à l'exploitant de veiller à ce qu'un spray révélateur des HAP (type Pak-Marker®) fonctionnel soit toujours présent dans les engins, de la carrière, destinés à la vérification des déchets inertes externes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Provenance et prise en charge des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5
Thème(s) : Situation administrative, Contrôle du producteur des déchets
Prescription contrôlée : Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant : <ul style="list-style-type: none">- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;- l'origine des déchets ;- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;- la quantité de déchets concernée en tonnes. [...]
Constats : Lors de la visite, l'inspection vérifie les informations renseignées dans le registre informatique par l'agent du pont-basculé. Elle constate que l'ensemble des informations prescrites à l'article 5 susvisé est présent. Dans le cadre de la procédure d'acceptation préalable, le service commercial crée les chantiers et renseigne les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">• Le nom et les coordonnées du producteur de déchets, ainsi que son numéro SIRET, le cas échéant.• Le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires, ainsi que leur numéro SIRET, le cas échéant.• Le nom et les coordonnées du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro SIRET, le cas échéant.• L'origine des déchets.• Le libellé et le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement. Lors de l'arrivée d'un chargement, l'agent du pont-basculé vérifie le bon de livraison, où sont inscrits l'origine du chantier, le code des déchets et le numéro de DAP (Demande d'Acceptation Préalable). L'agent du pont-basculé fait la correspondance entre les bons de livraison et la procédure d'acceptation préalable au moment de l'enregistrement du poids du chargement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Acceptation des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Acceptation des déchets
Prescription contrôlée : [...] Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure : <ul style="list-style-type: none">- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;- que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante. Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.
Constats : La Demande d'Acceptation Préalable est réalisée en amont par le service commercial afin de créer le chantier dans la base de données informatisée. Le producteur de déchets transmet au service commercial l'ensemble des documents justifiant le caractère inerte des déchets. La consultation de cette base de données permet d'accéder aux demandes préalables. La localisation du chantier en amont garantit que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés. De plus, l'agent d'exploitation déclare que le service commercial centralise tous les résultats d'analyses nécessaires à l'acceptation des déchets relevant de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12/12/2014. Lors de la visite, l'inspection n'a pas constaté l'arrivée de matériaux relevant de l'annexe II et n'a pas eu d'exemple d'un chargement correspondant au code des déchets 17 03 02.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Tri des matériaux extérieurs destinés au remblaiement

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 03/04/2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets inertes
Prescription contrôlée : La société Carrière PLUCHART SARL dont le siège social est situé 3 Le Bois Montois à Wallers est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 13.3.1. § 4.1 de l'arrêté préfectoral du 21 mai 2013 en justifiant de la mise en conformité du tri des matériaux extérieurs en remblaiement suivant la méthodologie prescrite dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté. Les éléments justifiant de la mise en conformité sont transmis dès réception à l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de la présente visite inopinée, il est constaté, pour les déchargements examinés, que la vérification des déchets extérieurs avant leur mise en remblai est réalisée conformément à la procédure prévue. L'inspection constate que les prescriptions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 3 avril 2023 sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite